

Un pipeline de plusieurs centaines de km : des groupes écologistes dévoilent des documents qui détaillent le tracé du projet gazier de Marinvest Energy

Québec, 16 décembre 2025 - Un pipeline de plusieurs centaines de kilomètres traverserait le Québec de l'Abitibi à la Côte-Nord pour alimenter une usine de GNL à Baie-Comeau, révèlent des documents obtenus par L'Action Boréale, Nature Québec et Greenpeace Canada. Ces documents détaillent deux tracés du potentiel gazoduc qui servirait à alimenter le projet de terminal flottant de GNL de Marinvest Energy. Les groupes dénoncent ce mégaprojet et exigent que Québec le rejette immédiatement.

« Le gouvernement Legault doit comprendre qu'il n'y a pas d'acceptabilité sociale pour les pipelines au Québec. Énergie Est en 2017, GNL Québec en 2021, et maintenant Marinvest Energy en 2025, notre réponse demeure la même : non merci! En plus d'être désastreux pour la planète, ce projet est un gouffre financier : investir des milliards dans une infrastructure qui sera obsolète avant même sa mise en service, c'est un non-sens total » affirme Alice-Anne Simard, directrice générale de Nature Québec.

Deux corridors qui traverseraient le Québec d'un bout à l'autre

Les deux corridors de plus de 1000 km à l'étude traverseraient le Québec d'un bout à l'autre. De l'Abitibi à la Côte-Nord, en passant par la Mauricie et le Saguenay (scénario 1) ou par le Nord du Québec et le Saguenay (scénario 2). Dans les deux corridors à l'étude, d'innombrables cours d'eau et milieux écologiques sensibles seraient traversés.

« La construction de cet immense pipeline entraînerait de la déforestation sur l'ensemble du tracé ainsi qu'une grande fragmentation des habitats fauniques et floristiques, en plus de causer la destruction de nombreux milieux humides et hydriques. Les traversées de nombreuses rivières et cours d'eau présentent aussi des risques pour la faune aquatique et la pollution de l'eau. De plus, l'emprise du pipeline de 60 mètres de large limiterait beaucoup d'activités aux utilisations traditionnelles telles la chasse, la pêche, le piégeage, la cueillette de plantes médicinales, etc. », affirme Henri Jacob, président de l'Action Boréale.

Contexte d'accélération des mégaprojets industriels

Avec le contexte politique d'accélération des mégaprojets industriels – la loi C-5 au fédéral, et le projet de loi 5 au provincial, les groupes s'inquiètent de la rapidité avec laquelle ce projet de pipeline pourrait être étudié. Les groupes écologistes rappellent également que ce type de projet irait à l'encontre [des recommandations](#) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et de celle [du scénario « Zéro émission nette »](#) de l'Agence internationale de l'énergie.

« Ce n'est pas un hasard si Marinvest Energy avance ses pions dans l'ombre présentement, loin du regard de la population. Ces nouvelles lois créent une fenêtre d'opportunité pour les promoteurs d'énergies fossiles : moins de temps pour s'opposer, moins de protection pour le territoire. C'est exactement le moment où il faut être le plus vigilant », affirme Louis Couillard, responsable de la campagne énergie-climat de Greenpeace Canada.

L'Action Boréale, Nature Québec et Greenpeace Canada réitèrent leur demande au gouvernement du Québec de fermer la porte à tout nouveau projet de transport et d'exportation d'énergies fossiles, et exigent qu'il s'engage publiquement à refuser toute autorisation liée à ce projet.

- 30 -

Pour plus d'informations ou pour obtenir des entretiens, veuillez contacter :

Louis Couillard, responsable de la campagne climat-énergie, Greenpeace Canada
514-531-6740, louis.couillard@greenpeace.org

Henri Jacob, président, Action Boréale
819-738-5261, henri.jacob1984@gmail.com

Lucie Bédet, chargée des communications, Nature Québec
581-980-8198, lucie.bedet@naturequebec.org